

POUR UNE RECHERCHE ÉCONOMIQUE EFFICACE

BERNARD LANDAIS

Directeur scientifique de l'AIELF
Université Saint Joseph de Beyrouth

**POUR UNE SCIENCE ÉCONOMIQUE EFFICACE ET
UNE RECHERCHE ÉQUILIBRÉE**

Cet éditorial est le résumé d'une conférence prononcée à l'Université Saint Joseph de Beyrouth le 4 mai 2017. Il introduit le thème de notre prochain congrès de 2019 : « Pour une recherche économique efficace ».

Remerciements

Je remercie Le Doyen Joseph Gemayel de la Faculté de Sciences Economiques de l'Université Saint Joseph de Beyrouth pour son invitation à prononcer cette conférence à l'occasion de l'inauguration de l'Ecole Doctorale de cette Faculté ainsi que pour la qualité de son accueil. Je remercie également notre collègue Jean-François Verne, Directeur de cette Ecole Doctorale et membre du Conseil Scientifique de l'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) pour l'organisation de cette conférence. Je remercie enfin les participants à cette soirée pour leur écoute et la qualité du débat qui suivit. Et je leur souhaite à tous « bonne chance » pour leur nouvelle aventure scientifique.

Deng Siao Ping : « Qu'importe qu'un chat soit noir ou gris pourvu qu'il attrape les souris » ou sa version française : « Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse ! »

1. Efficience de la science économique

Pourquoi utiliser son temps à explorer les problèmes économiques et y réfléchir ? Pourquoi la société accepte-t-elle de nous rémunérer pour le faire en tant qu'ensei-

gnants et chercheurs ? La réponse évidente est que notre travail est la source d'une utilité sociale.

La question se pose d'ailleurs pour toutes les autres disciplines quelles qu'elles soient, qu'il s'agisse des sciences « dures » ou des disciplines littéraires. Un chercheur en biologie accroît le stock des idées utiles pour proposer de nouveaux produits, directement ou indirectement consacrés à accroître le bien être des consommateurs. Les historiens ou les poètes produisent des connaissances ou des émotions qu'ils offrent à leurs contemporains pour améliorer leur vie et parfois même pour lui donner un sens.

On pourrait dire que les diverses disciplines apportent leur contribution au bien être soit de façon immédiate soit détournée par une transmission. En ce qui concerne la science économique ce deuxième aspect est prédominant.

1.1. La science économique, pour la juger d'après ses propres critères, est une contribution aux processus de production et surtout à ceux de l'investissement et de la croissance.

La théorie néoclassique enseigne à juste titre que la croissance d'un pays dépend de son « potentiel », ensemble de traits qui le caractérisent et qui déterminent son horizon économique à long terme. Ce potentiel est le **vecteur** d'une multitude d'éléments parmi lesquels figurent en bonne place les efforts d'épargne et de constitution du capital humain, le bon droit, la fiscalité, l'éducation morale et les capacités d'innovation et bien d'autres encore. On y trouve également les mentalités. Les mentalités qui comptent pour l'économie diffèrent grandement d'un pays à l'autre. Comme le dit le linguiste Michel Malherbe (2000) : « Le progrès ou le recul d'une société dépend étroitement de son système de valeurs ». Ainsi, le « principe de précaution », inscrit dans la constitution française par Jacques Chirac, consacre une évolution de plusieurs décennies dans les mentalités, évolution qui influence le « potentiel » de croissance du pays.

A partir d'une situation de développement donnée, un pays tend à rejoindre ce potentiel.

Si le potentiel est plus haut que le niveau courant de développement, la croissance sera vive. Ainsi, les réformes chinoises de Deng Siao Ping ont brutalement relevé le potentiel de la Chine par des réformes institutionnelles et la révolution des mentalités.

S'il est moins élevé au contraire, le pays connaît une décadence qui se traduit par une absence de croissance voire une régression.

Tous les éléments constitutifs du potentiel sont susceptibles d'être influencés par des actions conscientes, accumulations et investissements formels ou informels

matériels, institutionnels et des diverses formes de capital humain. Rien d'exogène ni de gratuit donc...

La science économique contribue au potentiel national de plusieurs façons : On retient des impacts à très basse fréquence et des impacts à moyenne fréquence :

Très Basse Fréquence : Accumulation de deux formes particulières de capital humain à transmission large

- Permettre l'exercice du raisonnement et des connaissances économiques pour faire fonctionner et évoluer la société. Une société formée à l'économie utilise mieux ses moyens et adapte globalement mieux les progrès et mutations techniques.
- Préparer les mentalités et les savoirs pour appréhender la complexité du monde et l'avenir incertain. Préparer les mentalités et les savoirs en vue de l'innovation, pour reconnaître les opportunités de marché et maîtriser les risques liés aux investissements matériels et humains. La science économique apprend à être une personne toujours sur le qui-vive.

Moyenne Fréquence : Orienter les mentalités et les savoirs en vue de prendre des décisions privées et publiques dans un cadre d'applications professionnelles

- Ceci touche les domaines de la microéconomie, de l'économie d'entreprise et de la gestion publique. C'est le cas le plus clair de contribution de la science économique au stock des idées, c'est l'une des formes de progrès technique évoquées par Joseph Schumpeter (1934). La transmission peut être alors plus étroite vers de futurs professionnels.
- Pour les domaines de la macroéconomie, de la politique économique et des politiques stratégiques des firmes la science économique nécessite une transmission large puisqu'en démocratie on ne peut savoir à l'avance qui prendra les décisions de l'entreprise ou de politique économique alors même que dans une société démocratique, la politique économique fait l'objet de débats. L'apprentissage d'une bonne science économique servirait idéalement de moyen de sélection des dirigeants privés et publics.

Ainsi, le rôle social de la science économique est de faciliter la prise de décisions et la mise en œuvre de projets en situation complexe et incertaine à court, moyen et long terme.

1.2. Comment atteindre cet objectif de façon optimale ?

La science économique affecte donc la fonction de production nationale à long terme, ses facteurs et son potentiel. **Orienter et maîtriser le progrès technique**, car il faut se persuader qu'un progrès technique n'est rien tant qu'il n'est pas inclus dans un projet d'investissement soumis au calcul économique, adopté par un entre-

preneur formé à ce calcul et apte à découvrir un marché ; évaluer et maîtriser le risque associé ; **améliorer le débat démocratique** par une meilleure connaissance des enjeux ; **orienter les choix éducatifs** de long terme pour une culture générale favorable à la réflexion économique quotidienne y compris dans la sphère non marchande ; **faciliter les discussions** dans les débats publics et privés ; **sélectionner et former** les personnes chargées de la politique économique. Sur ce dernier point, Olivier Blanchard, au moment de la crise financière de 2008 déplorait le manque de recrutement et de présence d'économistes dans les structures bancaires des pays développés, en soulignant qu'ils auraient pu mieux alerter leurs dirigeants sur les dangers de la situation.

La science économique est donc productive de diverses façons qui touchent surtout le capital humain à la fois des décideurs publics et des décideurs privés. Elle est productive en partie par l'utilisation de ses résultats pour l'action (prévision, investissements) mais aussi et surtout par l'enseignement. Il semble qu'il y a peu de disciplines universitaires où l'efficacité des actions de recherche est plus liée à celle de leur enseignement.

Une transmission large est un canal important de l'influence de la science économique sur le développement. C'est beaucoup moins vrai des sciences dures qui n'ont besoin que d'une transmission étroite, celle de leurs revues de recherche et d'un enseignement de haut niveau vers une minorité de collaborateurs appelés à prendre le relais dans le futur.

« Vérité et clarté » pourrait être alors la devise des économistes reprenant ainsi la pensée de Saint Thomas d'Aquin (1984) : « S'il est chose plus belle que de contempler la vérité, c'est bien de la contempler et de la transmettre aux autres ».

2. Les obstacles à l'efficacité sociale

Mes critiques ou remarques viennent non pas d'une analyse de philosophie des sciences mais simplement de lectures et de mon expérience personnelle, plutôt variée mais loin d'être exceptionnelle : professeur de macroéconomie et de politique économique, auteur de livres et d'articles, membre de jury de recrutement des professeurs d'université en Afrique Francophone (CAMES) et désormais fondateur et dirigeant de revue la RIELF (revue de l'AIELF). Ce parcours est assez classique pour un économiste universitaire et pourrait être le vôtre. Les critiques exprimées peuvent ne pas s'appliquer exactement à votre situation particulière au Liban mais les questions qu'elles évoquent méritent d'être soulevées partout.

L'idéal exprimé en fin de partie précédente se traduit en deux exigences : exigence de vérité qu'on peut aussi qualifier d'idéal de pertinence des sujets et des résultats ; exigence d'une transmission claire.

2.1. Les obstacles à l'idéal de pertinence

2.1.1. Le péché originel : la prétention à la connaissance

C'est une idée qui a été mise en avant par des auteurs libéraux comme Friedrich Hayek et Milton Friedman qui disent que les économistes sont souvent prétentieux et croient en savoir beaucoup plus qu'ils n'en savent vraiment. Cette idée reste d'actualité et même se trouve de plus en plus justifiée au fur et à mesure que les outils techniques à notre disposition se perfectionnent et nous donnent l'illusion de connaissance.

Cette idée est dangereuse car comme le dit le proverbe familier : « le mieux est l'ennemi du bien », expression à prendre au sens de la lettre. Ainsi, Hayek F. A. (1976, p. 161) nous alerte : « Poursuivre des objectifs que nul ne peut atteindre peut empêcher la réalisation du possible ».

Ce propos s'appliquait à la « justice sociale » mais il est aussi vrai à propos de l'usage de l'économétrie pour la prévision, de la précision des mathématiques ou de toute autre question...

2.1.2. Les prévisions macroéconomiques

Commençons par l'exemple des prévisions macroéconomiques. On a souvent fait reproche aux économistes d'être incapables de faire une bonne prévision conjoncturelle et en particulier au moment des crises. La crise ou la venue d'une récession correspondent toujours à deux choses : une prédisposition ou « fragilisation » et un facteur de déclenchement souvent accidentel et parfois apparemment anodin. Les économistes peuvent disserter avec efficacité sur le premier aspect mais jamais sur le deuxième car il est par définition inattendu et ne se présente pas deux fois de la même façon. Dans l'« Action Humaine » Von Mises (1985) écrivait : « S'il était possible de calculer les états futurs des marchés, l'avenir ne serait plus incertain. Il n'y aurait plus ni profit ni perte d'entrepreneur. Ce que les gens attendent des économistes est hors du pouvoir d'un homme mortel ».

Mais il y a des économistes qui promettent ce genre de choses et se mettent alors dans une situation difficile, entraînant parfois la profession toute entière dans leur impopularité. Ainsi par exemple, la politique monétaire dite du « ciblage d'inflation » repose sur la capacité de la banque centrale à prévoir ce que sera l'inflation mais aussi d'autres grandeurs un an ou à deux ans après. Les services de recherche de ces banques ont fait comme s'ils en étaient capables et la politique monétaire mise en œuvre un peu partout entre 1995 et 2008 a été menée à partir de cette illusion.

2.1.3. Une mauvaise utilisation de l'économétrie correspond à cette prétention à la connaissance

Beaucoup d'éléments déterminants ne sont pas mesurables mais jouent un rôle fondamental dans les comportements et les phénomènes économiques : les institutions, la géographie, les mentalités qui sont les traces de l'histoire et des religions. On peut essayer de s'en donner des repères hors du champ de l'économie mais il est très dangereux de les réduire à des mesures simplistes. Ainsi, les éléments liés à la géopolitique sont de plus en plus pertinents pour analyser l'évolution des économies et la conduite des affaires privées et publiques : les approvisionnements pétroliers, le problème de l'eau au Moyen-Orient ou en Egypte, les menaces terroristes dans les pays africains et la sécurité pour les investissements étrangers...etc. Beaucoup de fausses connaissances sont produites alors, parce que ces grandeurs qui ne peuvent être bien quantifiées le sont souvent quand même sur des bases de normalisations quantitatives approximatives ou fausses. Les organisations internationales en sont coutumières, pour de bonnes raisons techniques parfois, par exemple pour habiller leurs études empiriques sur données transversales et de panel.

La « critique de Lucas » qui montre entre autres comment l'environnement de politique économique influe sur les comportements et les rend apparemment instables, peut être étendue à l'existence de toutes ces « variables manquantes », sujet pertinemment traité en économétrie mais assez fréquemment insoluble en pratique.

2.1.4. Les anticipations

Les gens établissent sans doute leurs anticipations intelligemment, du moins hors période d'euphorie ou de panique mais ils ne les forment pas en fonction de connaissances ni d'intérêts identiques. C'est d'ailleurs le principe de base d'une économie de marché. L'hypothèse des anticipations rationnelles correspond probablement à un progrès mais elle est devenue trop rapidement l'une des clefs de résolution des systèmes macro ou micro économiques et pour cet usage, a été poussée jusqu'à l'absurde. Sans accepter l'idée excessive selon laquelle les anticipations sont égales en moyenne aux valeurs d'équilibre que donnera le système, il n'est plus possible de résoudre le dit système et les macro-économètres trouvent démunis...

On procède actuellement à l'affinement de cette notion d'anticipations rationnelles pour la rendre plus réaliste et plus modeste (Woodford, 2011). Ainsi, les leçons à tirer du fonctionnement des modèles redeviendront probablement qualitatives quand ils incorporent massivement des anticipations. Car l'évaluation de ces dernières est trop complexe et n'est envisageable qu'au prix de simplifications qui ne sont raisonnables qu'en certaines périodes « tranquilles » de la vie économique. On peut néanmoins augurer d'un développement fort utile d'une économétrie des anticipations.

2.1.5. L'imitation des sciences dures appauvrit et stérilise notre recherche

Marianne Rubinstein (2016) signale une glissade de l' « ouvrage de fond » vers l' « article court ». Aujourd'hui Keynes, Schumpeter ou Marx auraient du mal à se faire publier et à faire carrière. L'article court et dépouillé d'une réflexion approfondie entraîne une stratégie de « niche » qui imite l'attitude des scientifiques « durs ». Autrefois, les publications couvraient un vaste champ mais désormais, fréquemment, il ne s'agit que de champs minuscules. Ceci peut convenir pour des problèmes de type microéconomique avec des applications directes en gestion mais on a vu plus haut que ce n'est qu'une part minoritaire de l'impact social des sciences économiques.

Les économistes ont un « complexe des sciences dures » aggravé par l'opinion du public et celle des pouvoirs administratifs et politiques pour lesquels la recherche en sciences dures est la seule qui mérite ce nom et doit mobiliser les crédits... Les universités pluridisciplinaires sont souvent sous l'influence des scientifiques « durs » qui imposent leurs critères.

Les revues ne sont plus vraiment lues que par des gens qui sont dans les mêmes niches ; elles ne servent qu'à référencer trop « pointues », elles ne sont pas « intéressantes ». Le référencement est un outil de contrôle de la recherche et de promotion de carrière où quelques personnes signent des brevets de notoriété. Trop d'experts des revues s'attachent prioritairement aux aspects techniques et à la méthodologie et se montrent particulièrement draconiens sur ces plans, sans accorder la même importance à l'intérêt du sujet et à sa portée pour l'efficacité sociale.

Toujours à l'imitation des sciences dures, les articles sont écrits en collaboration, parfois large, avec l'avantage d'améliorer le classement des chercheurs. Du coup, pas de personnalisation, une absence de vrai sujet et une culture économique réduite à une accumulation de références en trompe l'œil [Platini (1984), Zidane (1998), Messi (2015) ...] sans prise de responsabilité individuelle. « Les économistes d'autrefois étaient des « écrivains » et ne s'effaçaient pas devant leurs textes » (Rubinstein, 2016).

Reste la thèse ; mais là aussi, la tendance à l'imitation progresse. Dans une conception traditionnelle que je pense souhaitable, le Directeur de Thèse se mettait au service d'une œuvre du Doctorant dont celui-ci prenait la responsabilité personnelle sur un sujet large choisi en commun. Désormais, c'est souvent l'inverse et comme pour les laboratoires des sciences dures, le Directeur répartit les tâches de ses doctorants autour des thèmes préférés du laboratoire, d'où l'afflux de sujets parcellaires peu personnalisés mais techniques. Ce phénomène pourrait encore s'aggraver si l'on acceptait comme « équivalent à thèse » un nombre déterminé d'articles conçus au sein du laboratoire (système pratiqué en sciences dures ou au Japon par exemple). Le danger est plus grand pour les petites et moyennes universités, desquelles on exige souvent de se spécialiser pour toucher les crédits recherche.

Les « œuvres » se font généralement dans la langue dont on maîtrise les subtilités et les inflexions, c'est-à-dire le plus souvent sa langue maternelle ou de culture. Or, l'anglais est devenu la langue dominante des publications économiques. Dans la catégorie la plus élevée, toutes les revues sont anglophones. Un enseignant chercheur qui veut faire carrière est donc souvent conduit à rendre sa pensée moins précise et à utiliser des concepts étrangers à sa culture, souvent mal compris. Par snobisme et dans son désir d'amadouer les Anglophones, généralement condescendants et dédaigneux des apports extérieurs, il en devient forcément moins créatif.

En fait, sciences dures et science économique ne se ressemblent pas. Les sciences dures font de l'innovation par dépassement des savoirs mais rarement par leur remise en cause. Les sciences dures sont souvent celles d'un savoir cumulatif plutôt stable sur des questions simples à formalisation complexe, validé par des applications. En recherche économique, c'est l'analyse microéconomique qui leur ressemble le plus. Pour la science économique quant à elle, les principes de base sont généralement solides mais ils sont parfois incohérents et mutuellement concurrents (individualisme méthodologique contre holisme par exemple) ; certains problèmes sont plus faciles à expliquer à partir d'un principe de base qu'à partir d'un autre, mais cela n'invalide pas automatiquement les autres, qui pourront servir de façon pertinente en d'autres circonstances (se rappeler l'idée fameuse de Milton Friedman de constituer une bibliothèque des idées qui pourraient servir « au cas où »). Les savoirs, constructions et synthèses y sont beaucoup plus fragiles et sujets à des créations destructrices permanentes (Principe de Schumpeter auto-appliqué à la science économique).

Ce qui est navrant, c'est que le système de recherche actuel est devenu quasiment obligatoire, à moins de renoncer à faire carrière ce qui conduit au découragement de nombreux économistes et à une perte de potentiel de recherche. Des problèmes économiques ne seront plus abordés ou mal abordés pour ces raisons et manqueront donc à la panoplie des étudiants et des responsables politiques en générant une perte d'efficacité. Comme le disait Hayek (1976), se focaliser sur une seule approche trop ambitieuse conduit à négliger des choses utiles ; en témoigne la vogue excessive des travaux de type VAR pour l'analyse des cycles, trop liés à l'approche impulsion-propagation pour couvrir correctement le champ d'étude).

2.2. Obstacles à la transmission

2.2.1. Le langage ?

Tout d'abord, on pourrait envisager une discussion sur l'utilisation d'un type déterminé de langage, c'est-à-dire soit le langage littéraire naturel soit le langage mathématique. Du point de vue de l'efficacité et en particulier de la qualité de

la transmission, la question se pose beaucoup plus en termes de complémentarité que d'opposition. Le langage mathématique peut parfois être excessivement abscons et obscurcir les raisonnements et détours de la pensée ou bien, à l'inverse, permettre d'exprimer de façon plus synthétique et claire ce qui serait interminable et inutilement compliqué à exprimer par le langage littéraire. Ceux qui ont lu la Théorie Générale et l'ont comprise en dépit de son jargon peuvent en témoigner. Par exemple, les interdépendances multiples à considérer en économie sont admirablement décrites à l'aide des présentations et du calcul matriciels. Imaginons le temps et l'énergie perdues s'il fallait les révéler par le canal d'une expression littéraire.

De plus, les mathématiques permettent de déduire rigoureusement et correctement des conclusions sûres à partir d'hypothèses de départ et sont un merveilleux outil de cohérence. Si l'on adopte notre critère d'efficacité sociale, on est donc enclin à faire un usage équilibré des deux types de langage, en choisissant au coup par coup le langage qui clarifie et révèle le mieux les idées pertinentes. Ce pourrait donc être un faux débat. Mais...

Mais dans la pratique, dans de nombreux cas, la formalisation est utilisée de manière systématique comme un « signal de scientificité » du propos. C'est malheureusement ce qui doit se faire pour satisfaire les « lecteurs » mathématiciens et économètres qui font la loi dans les revues et de plus en plus dans les jurys de recrutement des enseignants-chercheurs. Dans certains jurys de recrutement, la clef du succès paraît de plus en plus porter les noms de coïntégration ou d'économétrie de panel. Les sciences économiques se mettent ainsi dans des impasses de plus en plus élitistes.

2.2.2. Exemples de mauvaise transmission

Les revues « coupent » de plus en plus la transmission de la science économique pour l'enseignement et le grand public. On a vu qu'elles visent à la validation professionnelle et se désintéressent de leur rôle pédagogique. De plus en plus, les éminences grises des revues « font » les carrières et les recrutements, y compris du secteur public, à la place des autorités hiérarchiques et partant de validations d'études parcellaires et techniques.

On peut douter des capacités pédagogiques de personnes recrutées uniquement sur leur correspondance d'avec les critères utilisés par les revues et la recherche référencée. Dans certains domaines de la science économique comme la macroéconomie et la politique économique, la réflexion et le savoir enseigné supposent du professeur une maîtrise d'un grand nombre de faits, de questions et de synthèses en perpétuelle évolution. Son activité de recherche devrait normalement contribuer à cette maîtrise. Mais, pour cela, elle doit absolument éviter une spécialisation excessive qui est pourtant la clé du succès de la carrière.

Au fur et à mesure que la science économique s'étend, les jeunes économistes doivent faire des choix d'auto formation. Ils consacrent beaucoup trop d'énergie

à acquérir un savoir technique, souvent au détriment de la culture économique générale et de la réflexion. Leur thèse et leurs articles devenant moins personnels, plus parcellaires et plus techniques, ce choix leur paraîtra rationnel, sinon judicieux.

3. Que faire ? Hommage à la diversité et à l'équilibre

On peut conclure sur trois recommandations :

- Coller à la théorie, réaliser des synthèses
- Mieux transmettre
- Coller aux faits, se cultiver

3.1. Coller à la théorie, réaliser des synthèses

Il faudrait réaliser progressivement ses propres synthèses. On peut considérer la démarche d'un économiste tout au long de son « cycle de vie » comme celle d'une personne voulant terminer un puzzle. Vers la fin, elle peut mieux comprendre comment fonctionne une économie avec l'aide de tous les faits connus, de toutes les théories apprises et de ses propres intuitions. Le puzzle se complète plus ou moins mais certaines parties se voient de mieux en mieux si on maintient l'effort.

A titre personnel, j'ai éprouvé ces impressions mais j'ai eu aussi le sentiment d'avoir tardé à adopter une démarche personnelle libérée, ayant passé trop de temps assujéti à une certaine forme de conformisme en recherche comme dans l'enseignement. Comme dit précédemment, ce conformisme est parfois imposé par les exigences de publication et des programmes. On le constate donc trop souvent chez les jeunes chercheurs qui veulent faire carrière et peut-être moins chez les vieux économistes n'ayant plus de contraintes de ce type. Cette idée s'oppose à l'argument courant qui veut que les plus âgés aient plus à perdre en adhérant aux nouveautés.

Idéalement, il faudrait toujours préparer mentalement une « œuvre » en vue de la publier. Mais ce n'est plus le mode courant de promotion de la connaissance, les éditeurs eux-mêmes préférant éditer des manuels peu personnalisés faits de juxtapositions, pour répondre à des besoins purement pédagogiques. Ces éditeurs peuvent-ils vraiment faire autre chose alors que leur lectorat se réduit ?

Faute de publication d'ouvrage, il faudrait au moins penser sa recherche comme une préparation d'un cours de niveau moyennement élevé (par exemple de Master). Un savoir économique qui ne peut être placé ou au moins résumé dans un cours de niveau moyen élevé n'a aucune valeur. Les créateurs du concours d'agrégation français en avaient l'intuition puisqu'ils exigeaient des candidats de savoir donner des « leçons » de ce niveau, pour faire ainsi la preuve de leur valeur professionnelle.

3.2. Mieux transmettre : commencer et finir par l'enseignement

La société et le monde politique attendent de nous une série d'idées justes et exprimées clairement c'est-à-dire efficaces. En France surtout, on est frappé par la faiblesse, voire la dégradation du discours économique des simples citoyens et des hommes politiques (on a pu s'en rendre compte lors de la grande récession en 2008) et c'est parce que les économistes n'ont pas fait leur travail ou ne le font plus. A l'époque, les chefs d'Etat les plus concernés et beaucoup de journalistes se sont rués sur le keynésianisme élémentaire, la seule synthèse qu'ils maîtrisaient. Les débats présidentiels de 2017 n'ont pas montré d'amélioration sensible...

Une synthèse pédagogique c'est comme le toit d'une maison, à poser seulement quand les murs sont montés. L'un des problèmes des cours de sciences économiques (en macroéconomie), c'est qu'on commence à enseigner une synthèse obsolète (IS-LM), ce qui oblige ensuite soit à en démolir le toit et prolonger vaille que vaille les murs keynésiens soit à rebâtir de nouveaux murs à côté. L'enseignement d'autrefois était plus judicieux car il s'occupait d'abord de bien déterminer les matériaux (les phénomènes macroéconomiques partiels et les grands comportements) avant d'essayer d'en faire une synthèse. Tout se passe désormais comme si, impatient de passer à la professionnalisation, on voulait bâcler (boucler vite fait, sans comprendre) la formation fondamentale.

3.3. Coller aux faits et les accumuler

En 1991 parut un article de Laurence Summers dans le « Journal of Scandinavian Economics ». Consacré au rôle de l'économétrie, il disait notamment que jamais depuis ses débuts, l'économétrie n'avait apporté quoi que ce soit d'important à la théorie économique. A cette époque, en charge du cours d'initiation à l'économétrie, je distribuais cet article à mes étudiants, sciant ainsi allègrement la branche où je m'efforçais de les faire monter. Mais Laurence Summers soutenait aussi que l'économétrie nous donne du grain à moudre et ce grain ce sont les faits à expliquer par nos théories. Je suis persuadé que l'apport de l'économétrie et plus généralement des statistiques est fondamental pour un économiste et pour la science économique elle-même. Ayant récemment entrepris un ouvrage sur les fluctuations, j'ai consacré un chapitre à une accumulation de faits (comment se déroule une récession, quelle est l'avance habituelle d'un indicateur de type NBER, quelle est en moyenne l'impact récessif d'une crise financière comparé à celui d'une crise sans implication financière ...etc.). Je ne suis pas l'auteur de ces multiples faits dégagés par l'économétrie mais je dois les utiliser en préalable à la réflexion théorique. Il en est de même lorsque je dois assurer un cours, montrer les problèmes existants ou les évolutions remarquables avant de disserter sur leurs causes probables. C'est ce que recommandait déjà en son temps Jean-Baptiste Say.

Les expériences et récits historiques et géographiques sont également précieux. Qui souhaite savoir comment un pays peut se moderniser sans renoncer à ses valeurs nationales peut s'imprégner de l'expérience Japonaise sous l'ère Meiji ; qui veut comprendre comment la croissance peut intervenir dans un continent confronté à un problème démographique majeur comme l'Afrique, ne peut que tirer de bonnes leçons de l'expérience chinoise depuis 1950. L'histoire et la géographie sont des bibliothèques immenses de faits en rapport avec l'économie. En tant qu'économistes nous devons donc nous cultiver en permanence. Les grandes entreprises elles-mêmes sont de plus en plus demandeuses de ces formes de culture, à l'heure où la mondialisation leur impose une grande lucidité sur le contexte de leurs implantations et de leurs zones de vente futures.

L'économiste est par nature et par goût, un homme (ou une femme) équilibré. Il s'intéresse à une discipline ouverte sur presque toutes les autres. Il peut tirer des enseignements de chacune. On doit le considérer comme l'« honnête homme » du XXI^e siècle.

En pratique, cela veut dire que nos programmes d'enseignement et nos programmes de recherche doivent inclure à tout le moins un entraînement suffisant aux statistiques et à leur interprétation quitte à se résoudre à en confier l'élaboration à des spécialistes. Nos programmes devraient aussi prévoir une dose plus massive de géopolitique et d'histoire des faits économiques et probablement un peu moins d'histoire de la pensée. Cette dernière, lorsqu'elle concerne les anciens auteurs utilisant des données et des outils très différents des nôtres me semble apporter plus de confusion que d'éclairage. De façon un peu cynique, on pourrait dire que les apports de la pensée économique qui le méritent sont déjà présents dans les synthèses modernes. Comme on parle de « marchés financiers parfaits » où les informations intéressantes sont déjà « dans les cours », on aurait ainsi une « science économique parfaite ». Est-ce bien le cas ?

Bibliographie

- d'Aquin, T. (1984). Somme théologique. t. II. Paris : Cerf.
- Hayek, F.A. (1976). *Droit Législation et Liberté. Volume 2. Le mirage de la justice sociale.* Paris : Presses Universitaires de France.
- Malherbe, M. (2000). *Les cultures de l'humanité : Le développement est une question de culture.* Monaco : Editions du Rocher.
- Von Mises, L. (1985). *L'Action Humaine. Traité d'économie.* Paris : Presses Universitaires de France. Édition française traduit par Raoul Audouin.
- Rubinstein, M. (2016). Comment on écrit l'économie. L'Économie politique. *Comment transmettre l'économie*, 2016/4(72), 65-79. doi : 10.3917/leco.072.0065

-
- Summers, L.H. (1991). *The Scandinavian Journal of Economics*, 93(2). Proceedings of a Conference on New Approaches to Empirical Macroeconomics, 129-148.
- Schumpeter, J.A. (1934). *Theory of Economic Development*. Harvard University Press.
- Woodford, M. (2011). Simple Analytics of the Government Expenditure Multiplier. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 3(1), 1-35.